|  |  |
| --- | --- |
| LOGO COLLECTIVITE | **N°**……………  **Arrêté portant** **intégration suite à détachement pour inaptitude physique**  M  Grade |

Le Maire (*ou le Président*) de ……………………………………………………………………………

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le décret n° 85-1054 du 30 septembre 1985 relatif au reclassement des fonctionnaires territoriaux reconnus inaptes à l’exercice de leurs fonctions,

Vu l’arrêté en date du ……………… détachant pour un an, M………………… suite à inaptitude physique, dans le cadre d’emplois des ………………au grade de ………………………………, au ………… échelon, indice brut …………, indice majoré ……………, à compter du …………………, avec une ancienneté de ……………………,

Vu l’avis du conseil médical,

Vu la demande écrite de M………………… sollicitant son intégration dans le cadre d’emplois de ………………………………………,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :** M………………… est intégré(e) dans le cadre d’emplois de …………………………………, au grade de ……………………………, à compter du ……………,

**ARTICLE 2 :** M ……………………………………… est classé(e), au ………… échelon du grade de ……………………………………, indice brut …………, indice majoré ……………, avec une ancienneté de …………………………,

**ARTICLE 3 :** (le cas échéant) L’intéressé(e) est rémunéré(e) sur la base de l’indice brut ………, indice majoré …………, correspondant à la situation antérieure (pour tenir compte de l’indice précédemment acquis),

**ARTICLE 4 :** Le Secrétaire Général (*ou le Directeur Général des Services*) est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera transmis au représentant de l’Etat et notifié à l’agent.

Ampliation adressée :

- au Président du Centre de Gestion de la Charente

- au Comptable de la collectivité

Fait à………………………,

le……………………………

Prénom, Nom et qualité du signataire

|  |
| --- |
| Le Maire (*ou le Président*),  - certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,  - informe que le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de POITIERS (86) dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.  Ce recours peut être déposé sur l’application informatique « Télérecours citoyens », accessible par le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)  Notifié le ……………………………..  Signature de l’agent : |